



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada



FOCUS

Intégration • Inclusion

vol. 1 n° 2 • Printemps 2008

Vers une francophonie ontarienne accueillante et équitable

- 2** **À propos de...**
Office des affaires francophones
- 3** **Promotion et recrutement**
Destination Canada
Programme pilote des candidats de l'Ontario
- 5** **Collectivités francophones**
Le jumelage pour faciliter l'intégration
- 6** **Économie - Emploi - Reconnaissance**
Destination Profession
Accès à l'emploi : principal obstacle à une immigration réussie
- 9** **Régionalisation**
Le Réseau de l'Est : un cheminement important
Nouvelles du Réseau du Centre-Sud-Ouest et du Réseau du Nord
- 12** **Témoignage**
Lise Routhier-Boudreau





FOCUS Intégration. Inclusion
est diffusé trois fois par année.

Ce bulletin est réalisé et édité par
La Passerelle I.D.É.



en collaboration avec la firme de
communication **Quali-T Création**



et financé par
Citoyenneté et Immigration Canada
Direction de l'établissement, Région de
l'Ontario.



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Pour réagir aux articles et pour offrir
vos suggestions ou commentaires,
communiquez avec nous par courriel à
leonie@passerelle-ide.com.

La Passerelle I.D.É. est un organisme à but
non lucratif créé pour répondre aux besoins
d'intégration et de développement économique
des jeunes francophones provenant des
diverses communautés culturelles du grand
Toronto. Fondée en 1993, La Passerelle
est reconnue au sein de la communauté
francophone pour son leadership, son
positionnement sur les enjeux et les dossiers
touchant sa clientèle.

Pour consulter les appels d'offres de
Citoyenneté et Immigration Canada,
Direction de l'établissement, Région de
l'Ontario : www.etablissement.org

À propos de...

En Ontario, la présence francophone remonte
à plus de 350 ans. De nos jours, on y retrouve
la plus grande communauté francophone
canadienne hors Québec, avec plus de
548 940 francophones.

Le gouvernement de l'Ontario reconnaît
l'importance de l'apport de la population
francophone pour la province et désire
sauvegarder cette richesse pour les
générations à venir.

L'engagement du gouvernement provincial
envers la communauté francophone se traduit
de diverses façons :

- création du Commissariat aux services en
français;
- nouvelles régions désignées (Kingston,
Brampton et Callander);
- participation au Sommet de la
francophonie afin d'accroître la
visibilité de l'Ontario français au niveau
international;
- établissement d'un institut de
développement professionnel en français
dans le secteur de la justice;
- création de cliniques juridiques
francophones;
- mise en œuvre de la Politique
d'aménagement linguistique;
- obtention de l'autonomie pour TFO;
- investissements significatifs en
éducation;
- établissement de comités consultatifs
sur les services en français dans les
domaines de la santé et de l'éducation
postsecondaire.

Il y a plus de vingt ans, le gouvernement de
l'Ontario reconnaissait la nécessité d'offrir
des services en français aux francophones
et adoptait la *Loi sur les services en français*.
Cette loi permet à tous les citoyens et
citoyennes qui en font la demande de se faire
servir en français dans tous les sièges sociaux
et les bureaux centraux des ministères
ou organismes provinciaux ainsi que dans
la plupart des bureaux des ministères et
organismes gouvernementaux situés dans les
25 régions désignées de l'Ontario.

L'engagement du gouvernement de l'Ontario
va au-delà de l'offre de services en français;
il vise l'épanouissement d'une communauté
francophone en situation minoritaire.

Les dernières années furent marquées par le
développement de la stratégie de la Société
franco-manitobaine, *Agrandir l'espace franco-
phone au Manitoba*, ainsi que par les résultats
de l'étude du bureau du Commissaire aux
langues officielles en 2002, qui faisait état
de l'importance de l'immigration francophone
pour les communautés en situation minoritaire.
Par la suite, la *Loi sur l'immigration* fut modifiée
pour donner une plus grande reconnaissance
aux immigrants francophones.

Depuis 2003, l'Office des affaires
francophones participe activement au
dossier de l'immigration francophone et
travaille étroitement avec d'autres ministères
provinciaux, dont les ministères des Affaires
civiques et de l'Immigration, de l'Éducation,
de la Formation et des Collèges et Universités,
afin de s'assurer que les programmes et les
politiques favorisent l'accueil et l'intégration
des immigrants au sein de la communauté
francophone de l'Ontario.

Sur une note plus personnelle, ma formation
dans les sciences de l'environnement explique
que, pour moi, la diversité est une nécessité
écologique indispensable à la richesse et à la
force de tout milieu naturel. Il me semble des
plus naturel que tout milieu social s'enrichisse
ainsi de la diversité de ses membres, à l'image
de la communauté francophone de l'Ontario
qui, grâce aux nouveaux arrivants qui ont
choisi de s'établir parmi nous, y gagne en
nombre, en diversité et en talents.

Serge Bastien

**Analyste principal des politiques
et de la recherche**

Office des affaires francophones

*Membre du sous-comité directeur Immigration
francophone en situation minoritaire – Région
de l'Ontario*

Promotion et recrutement

Destination Canada

Fidèle à son nom, le Forum « Destination Canada » fait la promotion de notre pays auprès de travailleurs qualifiés et intéressés à y immigrer de façon temporaire ou permanente.

Organisée par l'ambassade du Canada à Paris, l'activité a bien évolué depuis son lancement en 2003. Quatre provinces participaient à la première édition de Destination Canada, sept en 2005 et huit en 2006. Lors de l'édition de novembre 2007, le pays tout entier y était représenté, soit les 10 provinces et les deux territoires.

La délégation canadienne de 2007 comptait 88 participants représentant de différents secteurs d'activité, notamment les gouvernements (fédéral et provinciaux), l'éducation, le développement économique et communautaire. Parmi eux se retrouvait une nouvelle catégorie de participants : des employeurs canadiens. En effet, 25 employeurs ont saisi cette occasion de recruter à l'étranger des candidats qualifiés pour une variété de postes en hôtellerie, restauration, construction, fabrication, traduction, informatique et aéronautique.

« La présence d'employeurs a concrétisé l'orientation de Destination Canada comme moyen de recrutement ciblé en vue de combler des besoins particuliers de main d'œuvre et de croissance pour les communautés, » de dire Louise Van Winkle, responsable du Service au public, Service de l'immigration de l'ambassade du Canada à Paris.

Augmentation du nombre de visiteurs

À Lyon, à Bruxelles et même à Paris, où sévissait une grève des transports, Destination Canada 2007 s'est avéré un franc succès. Le Forum a accueilli deux fois plus de visiteurs que celui de 2006.

Plus de 5 000 personnes se sont inscrites en ligne, un nombre qui dépassait la capacité d'accueil. On a donc fait une sélection et invité

les candidats spécialisés dans les métiers en pénurie de main d'œuvre au Canada et les plus susceptibles de satisfaire aux critères pour l'obtention d'un visa de résident permanent. Résultat : les 2 400 personnes retenues correspondaient au profil recherché et étaient des plus motivées.

Déroulement d'une journée

Point de départ : présentation par des représentants et responsables de l'immigration de l'ambassade du Canada à Paris sur les démarches administratives que doivent entreprendre les candidats intéressés pour obtenir un permis de travail temporaire ou un visa de résident permanent. Suit une présentation, selon la formule table ronde, qui permet de mettre en valeur chacune des provinces et chacun des territoires. Finalement, les candidats vont d'un kiosque à l'autre pour se renseigner davantage au sujet d'une province ou d'un territoire en particulier.

« Il y avait une longue file devant notre table et, pour rencontrer tout le monde, nous devons limiter les rencontres individuelles à cinq minutes. L'intérêt tout comme l'excitation étaient palpables, » de dire Claudia Penalosa, conseillère commerciale principale, Section de l'immigration des gens d'affaires du ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario.

La délégation ontarienne

L'objectif de la délégation ontarienne : mettre en valeur les attraits de l'Ontario – au point de vue géographie, économie, qualité de vie et diversité culturelle – et faire découvrir la vitalité de la francophonie ontarienne. La délégation visait à renseigner les candidats intéressés sur les services

d'accueil et sur le marché de l'emploi dans les villes comptant d'importantes concentrations de francophones, notamment Sudbury, Ottawa, Toronto, Hamilton, London et Windsor.

La grande préoccupation des visiteurs du kiosque de l'Ontario touchait la reconnaissance des diplômes et des compétences. « Nous les avons dirigés vers les ordres professionnels gouvernant leur profession au Canada ainsi que vers divers sites Internet pouvant les renseigner sur l'Ontario. Nous les avons vivement encouragés à venir nous rendre visite pour faire l'expérience de la vie ici, » d'ajouter Claudia Penalosa.

Pour Axël Collion, représentant de la Passerelle I.D.É., un des organismes communautaires de la délégation ontarienne, c'était un peu un retour aux sources. Originaire de la France, elle est arrivée à Toronto il y a 18 mois après avoir

▶▶▶



obtenu un permis de travail temporaire.

Elle a été fortement impressionnée par la qualité des candidats. « Ce sont des jeunes très qualifiés, sans boulot et qui voient dans le Canada une belle opportunité. Ils me percevaient comme l'incarnation de leur rêve, la preuve que c'est possible d'immigrer au Canada. »

À venir

En septembre 2008, Erik Sadiki, directeur de l'Espace Emploi International (EEL), et Julie Puglia, responsable des Amériques de EEL, effectueront un voyage en Ontario et dans les provinces de l'Atlantique afin de sensibiliser d'autres employeurs au potentiel de recrutement en Europe en général et en France en particulier.

L'édition de Destination Canada 2008 aura lieu les 18 et 19 novembre à Paris, le 21 novembre à Bruxelles et le 24 novembre à Toulouse.

Pour en savoir davantage, faites parvenir un courriel à paris-immigration@international.gc.ca ou consultez www.destination-canada-forum-emploi.ca à compter de juin 2008.

Le Programme pilote des candidats de l'Ontario :

un lien entre les compétences des immigrants et les besoins des employeurs

Le nouveau Programme pilote des candidats de l'Ontario facilite la tâche aux employeurs qui cherchent des immigrants qualifiés pour répondre à leurs besoins de main-d'œuvre, en permettant d'accélérer la demande de résidence permanente de ces immigrants.

Le Programme permet aux employeurs de l'Ontario de combler des postes permanents plus rapidement dans les secteurs de la santé, l'éducation, la fabrication et la construction en ayant recours à des immigrants qualifiés déjà légalement admis au Canada ou habitant à l'étranger. Un volet supplémentaire du Programme aide les sociétés multinationales qui créent de nouvelles opérations ou élargissent des opérations existantes dans la province à faire venir, au Canada, des employés clés de l'étranger.

Expansion du programme

Le 12 février 2008, le Programme a été élargi pour inclure un plus grand nombre d'étudiants internationaux et de plus petits employeurs de l'extérieur de la région du Grand Toronto.

Augmentation du nombre d'étudiants internationaux admissibles

Le Programme est maintenant ouvert aux étudiants internationaux inscrits dans des établissements d'enseignement partout au Canada. Auparavant, seuls les étudiants internationaux suivant des études en Ontario pouvaient recevoir une offre d'emploi d'un employeur ontarien pour un poste lié à leur domaine d'études.

Admissibilité des plus petits employeurs

Désormais, les employeurs de l'extérieur de la région du Grand Toronto, dont le revenu est de 500 000 \$ et qui ont trois employés à temps plein pourront participer au programme. Ceci se compare au revenu de 1 million de dollars et aux cinq employés exigés auparavant. Le Programme tient compte des réalités du monde des affaires et de l'échelle des transactions dans les plus petits centres urbains. Grâce à l'expansion du Programme, les collectivités régionales pourront plus facilement se prévaloir des avantages économiques de l'immigration.

Mode de fonctionnement du Programme

Le Programme pilote des candidats de l'Ontario est axé sur les employeurs. Les candidats – y compris les étudiants internationaux – doivent obtenir une offre d'emploi d'un employeur pré-approuvé avant de pouvoir présenter une demande dans le cadre du Programme.

Les employeurs doivent soumettre une demande en vertu du Programme pour faire approuver des postes. Une fois l'approbation accordée, les personnes ayant l'éducation, la formation et l'expérience voulues et qui sont choisies pour ces postes peuvent présenter une demande en vertu du Programme.

La Province peut proposer la candidature de ces personnes à Citoyenneté et

Immigration Canada pour faire accélérer leur traitement de leur demande de résidence permanente. Le processus prend en moyenne de neuf à douze mois.

Le Programme pilote des candidats de l'Ontario tient compte des besoins économiques de l'Ontario. Par ailleurs, le Programme favorisera les investissements dans la province et aidera les employeurs ontariens à soutenir la concurrence au sein du marché mondial et à attirer des personnes talentueuses, des investissements et des emplois.

Pour connaître les métiers et les professions admissibles, pour présenter une demande en vertu du Programme pilote des candidats de l'Ontario ou pour tout autre renseignement, consultez www.ontarioimmigration.ca/french/pnp.asp ou composez le numéro sans frais 1-866-214-6820.



Collectivités francophones

Le jumelage pour faciliter l'intégration

Tous ceux et celles qui, au cours de leur vie, ont dû s'adapter à un nouveau quartier, à une nouvelle communauté ou à un nouveau milieu de vie savent que cela prend du temps. Du temps pour se construire un réseau. Du temps pour se familiariser avec son nouvel environnement. Du temps pour s'établir. Pour ceux et celles qui changent de pays, cette période d'adaptation est d'autant plus importante, car les points de repère ont entièrement changé.

Pour ceux et celles qui changent de pays, cette période d'adaptation est d'autant plus importante, car les points de repère sont entièrement différents.

Pour briser l'isolement des immigrants nouvellement arrivés à Toronto et les aider à s'intégrer plus facilement, le programme Accueil du Centre francophone de Toronto offre une solution efficace. Le Programme leur donne la possibilité d'être jumelés avec des personnes qui sont bien établies dans la communauté torontoise et en mesure d'apporter un précieux soutien pendant le processus d'installation.

Le volet anglophone de ce programme (Host Program) existe en Ontario depuis plus de 20 ans. C'est d'ailleurs l'un des premiers du genre à avoir été mis sur pied en province. Plus de 100 jumelages y sont effectués chaque année. Le Centre francophone l'offre depuis cinq ans.

La formule de jumelage doit son succès à la philosophie de base du Programme, qui reconnaît que le bénévole établi et le bénévole nouvellement arrivé ont quelque chose à s'offrir et à tirer de l'expérience, malgré la différence de leur rôle et de leurs responsabilités.

Bénévoles établis

Le Programme vise à jumeler les nouveaux arrivants avec des bénévoles qui vivent à Toronto depuis au moins trois ans, sont citoyens ou résidents permanents et n'ont pas de casier judiciaire.

Dans 75 % des cas, les bénévoles établis ont eux-mêmes été des nouveaux arrivants au pays. Ils comprennent donc ce que c'est que de s'établir dans un nouveau pays. Ils ont tendance à démontrer une grande ouverture envers les autres et à considérer la différence comme une richesse ou une valeur ajoutée.

Outre ces qualités et critères, chaque bénévole apporte quelque chose de particulier à l'expérience de jumelage. Pour certains, c'est tout simplement le désir d'aider quelqu'un. Pour d'autres, c'est une occasion de pratiquer le français, de découvrir une nouvelle culture, d'explorer la ville ou de participer à des activités en bonne compagnie.

Bénévoles nouvellement arrivés

Il s'agit généralement de personnes qui ont entre 25 et 44 ans et qui sont établies à Toronto depuis six mois ou moins. Il peut s'agir de personnes seules ou de familles à la recherche d'une autre famille pour mieux répondre aux besoins de leurs enfants. Ce qu'ils partagent tous, c'est le désir d'en savoir plus sur la vie d'ici et les coutumes canadiennes.

Approche du jumelage

On tient d'abord compte du groupe d'âge, de l'endroit où les personnes habitent et des intérêts et de la personnalité de chacune. On présente ensuite, à chaque jumelé potentiel, le profil de l'autre personne. Cela se fait habituellement par téléphone. Moyennant l'acceptation des deux, la première rencontre se tient dans un lieu neutre, un café par exemple, en présence d'un intervenant du Centre francophone de Toronto.

On en profite alors pour encourager les jumelés à maintenir un contact une fois par semaine. On clarifie aussi les règles de base pour éviter des malentendus découlant souvent de différences culturelles. Par exemple, il est clairement établi que chacun s'acquitte de ses dépenses personnelles et que les propos discutés demeurent confidentiels. Le respect de l'autre est une condition sine qua non de la réussite du jumelage.

Il revient ensuite aux personnes jumelées de déterminer les activités qu'elles réaliseront ensemble. Les options sont nombreuses. Elles peuvent, par exemple, visiter la bibliothèque, aller à l'épicerie, participer à une activité en plein air, inscrire leurs enfants à un programme communautaire du quartier ou aller voir un spectacle en famille. Un intervenant du Centre francophone de Toronto assure un suivi téléphonique une fois par mois. Les jumelages durent de quatre à six mois.

« Le bénévole établi apporte de l'aide au bénévole immigrant pour qu'il puisse développer son propre réseau. L'objectif est d'aider le nouveau venu à trouver lui-même ses outils, à créer son identité dans son nouvel environnement. On l'aide pour qu'il sache comment se débrouiller et vers qui se tourner en cas de pépins, » de dire Marisa Gelfusa, la coordonnatrice du programme Accueil au Centre francophone de Toronto.



Les résultats

Les nouveaux arrivants obtiennent de précieux renseignements en plus de l'assurance de pouvoir compter sur l'appui moral que lui apporte un échange régulier avec une autre personne ayant vécu la même situation. « Il arrive fréquemment de voir des liens d'amitié se tisser entre les jumelés au cours des mois. À bien des égards, le bénévole établi sert de guide au bénévole arrivant, en lui montrant qu'il y a une place pour lui dans la communauté. Il ne fait aucun doute que l'expérience du jumelage est aussi enrichissante pour l'un que pour l'autre, » de conclure Marisa Gelfusa.

Économie - Emploi - Reconnaissance

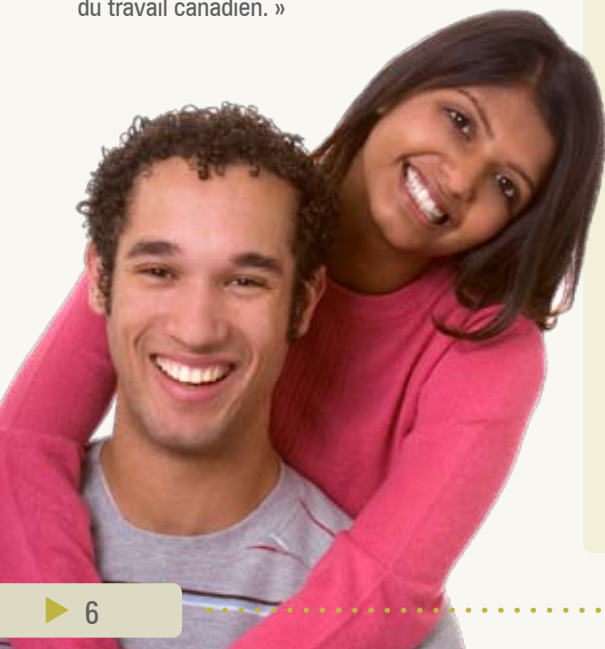
Destination Profession

Un grand nombre de travailleurs spécialisés qui immigreront au Canada sont hautement qualifiés et possèdent une riche expérience de travail. Une fois établis au Canada, ils veulent exercer leur profession, soit celle qu'ils exerçaient dans leur pays d'origine. Mais malgré leurs connaissances, compétences et expériences, peu d'entre eux réussissent à décrocher un emploi dans leur domaine d'expertise.

Pour ceux qui n'y arrivent pas, la route à suivre est souvent longue, tortueuse et jonchée d'obstacles. En attendant d'être reconnus, ces nouveaux arrivants se voient obligés de prendre un emploi de **survie** qui exige des compétences bien en deçà de leurs capacités et talents.

C'est à ce besoin précis que le Collège Boréal a voulu répondre en mettant sur pied le programme Destination Profession. Cette formation multidisciplinaire d'une durée de 30 semaines est offerte à Hamilton et à Toronto depuis mai 2007.

« Destination Profession vise à former, outiller, appuyer et encadrer les immigrants francophones formés à l'étranger, » d'expliquer Diane Dubois, la directrice des Services à la collectivité et aux entreprises du Centre Sud-Ouest, au Collège Boréal. Parce qu'ils sont francophones, leur défi d'intégration est encore plus redoutable en raison, surtout, de la barrière linguistique, de la non-reconnaissance de leurs compétences et aussi de leur propre méconnaissance du marché du travail canadien. »



La formation repose sur cinq éléments clés de l'employabilité :

1

Maîtrise de l'anglais

Pour les immigrants professionnels francophones, c'est le point de départ du programme. Il leur faut maîtriser l'anglais oral et écrit pour décrocher un emploi et réussir dans leur profession. Ils en ont besoin pour faire des examens, obtenir un permis d'exercice auprès d'un ordre professionnel ainsi que pour suivre des formations d'appoint. Les cours d'anglais portent sur la langue de travail, permettant ainsi aux participants d'acquérir le vocabulaire spécifique de leur profession.

2

Sensibilisation aux exigences canadiennes

Il s'agit de sensibiliser et de préparer les participants aux exigences du milieu de travail canadien, aux compétences, qualités et capacités recherchées par les employeurs ainsi qu'aux relations humaines en milieu de travail.

3

Reconnaissance d'accréditation professionnelle

Un appui est offert aux participants qui doivent entreprendre les démarches obligatoires pour obtenir une accréditation et une certification professionnelles. Les organismes de certification sont même invités à venir expliquer aux participants les exigences et la marche à suivre pour pouvoir exercer leur profession en sol canadien.

4

Acquisition d'une expérience de travail canadienne

Grâce à un stage de quatre semaines et avec l'appui d'un mentor, chaque participant fait l'acquisition d'une expérience en milieu de travail canadien, une clé essentielle à leur embauche dans le cadre de leur profession.

5

Préparation à la recherche d'emploi

Un volet personnalisé de la formation prévoit également leur préparation à la recherche d'un emploi, c'est-à-dire rédaction d'une lettre de présentation, préparation du curriculum vitae, processus d'entrevue, ressources et stratégies de recherche d'emploi.

À ce jour, plus de 50 participants ont suivi le Programme, notamment des ingénieurs, comptables, avocats, infirmières, agronomes, météorologues et enseignants en provenance du Tchad, du Congo, du Rwanda, du Burundi, du Maroc, de la République Centre africaine et d'Haïti. La confiance et l'estime de soi de certains ont été ébranlées à la suite d'une difficile expérience d'intégration au marché du travail.

« Les statistiques nous démontrent que 60 % des professionnels qui immigreront au Canada ne travaillent pas dans leur domaine d'expertise. La non-reconnaissance de leurs acquis et leur sous-emploi sont non seulement difficiles à vivre pour eux, mais entraînent un sérieux manque à gagner d'entre 3,4 à 5 milliards de dollars par année. C'est pourquoi un programme comme Destination Profession est si important, »
affirme Diane Dubois.

Même si le programme de formation est relativement nouveau, il produit déjà de très bons résultats. Chez les participants comme chez les employeurs, le degré de satisfaction est très élevé.

« Tous les employeurs, mentors ou superviseurs qui ont côtoyé les apprenants au cours de leur stage de travail peuvent attester de leur professionnalisme et de leur savoir-faire. À preuve, six d'entre eux ont été embauchés à la fin de leur stage, » de dire Gisèle Dupuis, chef régionale au Collège Boréal pour la région de Hamilton.

Le programme Destination Profession est financé par Citoyenneté et Immigration Canada et le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration de l'Ontario.

Destination avocate

Madame Jeanne Gatoto, 39 ans, originaire du Burundi, mère de trois enfants et avocate de formation avec huit ans d'expérience, immigrer au Canada en 2005.

Dès son arrivée, les gens qu'elle consulte la découragent en lui parlant de la complexité des démarches à entreprendre pour exercer sa profession au Canada.

Jeanne décide alors de suivre une formation de préposée aux services de soutien personnel. Après un stage de trois mois, elle obtient son certificat, mais elle constate avec déception que ce genre de travail n'est pas pour elle.

En juillet 2007, elle prend connaissance du programme Destination Profession et décide de s'y inscrire. Au cours de sa formation, elle a l'occasion d'assister à l'exposé d'un avocat qui raconte son propre parcours en tant qu'immigrant arrivé au Canada en 2003. Ce témoignage inspire Jeanne et lui donne espoir.

Le moment du stage venu, Jeanne est acceptée au sein d'un cabinet d'avocats. Durant ses quatre semaines de stage, Jeanne impressionne tellement son mentor par la qualité de son anglais, son enthousiasme, ses initiatives et son désir d'apprendre, que celui-ci lui offre un emploi comme assistante à la préparation de ses dossiers.

Jeanne prévoit suivre sous peu des cours d'appoint pour se conformer aux exigences de certification de sa profession : avocate.

Jeanne Gatoto est un bel exemple du succès de Destination Profession.

une autre initiative gagnante

La solution pour vous,
immigrant – professionnel,
francophone, formé
à l'étranger

Collège Boréal
www.boreal.on.ca

Destination profession

Prenez le chemin de la réussite
grâce à ce programme multidisciplinaire



En 30 semaines, vous serez
formé, outillé, appuyé et encadré.

Résultat : de meilleures chances d'employabilité
dans votre domaine d'expertise.

Inscrivez-vous sans tarder!

Accès à l'emploi : principal obstacle à une immigration réussie

Trouver un emploi qui correspond aux connaissances, aux compétences et à l'expérience acquises dans le pays d'origine demeure l'une des plus grandes difficultés vécues par les nouveaux arrivants. C'est ce qu'a confirmé Statistique Canada au printemps 2007, dans son rapport intitulé *Perspective des immigrants sur leurs quatre premières années au Canada, publié à la suite de l'Étude longitudinale auprès des immigrants au Canada* (ELIC).

Environ 7 700 nouveaux immigrants ont été suivis pendant leurs quatre premières années au Canada, soit de 2001 à 2005. Durant les trois vagues d'entrevues, les chercheurs ont recueilli leurs perceptions tant positives que négatives à l'égard de leur expérience d'établissement, leur qualité de vie et leur bien-être matériel. On a cherché à cerner les difficultés des premières années, particulièrement en ce qui a trait à la recherche d'emploi et à l'accès à de la formation linguistique, au logement, aux services de santé, et autres. Les chercheurs se sont également intéressés à l'évaluation que font les nouveaux arrivants de leur décision d'immigrer et de leur expérience d'immigration, ainsi qu'à leurs intentions relativement à l'acquisition de la citoyenneté canadienne.

On a ainsi pu constater que, pour près de la moitié d'entre eux (46 %), la recherche d'un emploi approprié est de loin la plus grande difficulté. Par exemple plus de six mois après leur arrivée, 27 % des immigrants indiquent que leur manque d'expérience au Canada est le principal obstacle à l'obtention d'un emploi.

De l'avis des auteurs de l'étude, Grant Schellenberg et Hélène Maheux, « ce résultat est compatible avec de plus en plus de recherches économiques qui documentent la détérioration de la situation financière et de l'activité des nouveaux immigrants ».

Perceptions

Tout près du quart des immigrants interviewés, soit 24 %, croient que les possibilités et les occasions en matière d'emploi, de formation, de niveau de vie et d'amélioration générale de leurs conditions de vie sont très élevées. Par

contre, chez une plus grande proportion de nouveaux arrivants, soit 31,5 %, on note une déception sur ces mêmes plans.

Autre révélation intéressante : l'environnement social au Canada est perçu comme l'aspect le plus positif par 32,1 % des nouveaux arrivants, alors que 12,7 % le considèrent comme le plus négatif. Plus de 22 % sont particulièrement satisfaits de la sécurité et de la protection qu'offre le Canada; seulement 1,5 % croient, au contraire, qu'il s'agit là de l'élément le plus négatif.

... plus de six mois après leur arrivée, 27 % des immigrants indiquent que leur manque d'expérience au Canada est le principal obstacle à de l'obtention d'un emploi.

À la question sur leur niveau de bien-être matériel, plus de 55 % répondent que leur situation est meilleure,

39 % indiquent qu'elle demeure inchangée, et 5,6 % jugent qu'elle s'est détériorée. Quant à leur qualité de vie, une légère majorité (52,5 %) indiquent qu'elle est la même, alors que 44,3 % constatent une amélioration.

Autres difficultés

L'apprentissage du français ou de l'anglais se situe, dans l'ensemble, au deuxième rang des difficultés (26 %).

Il n'y a pas que les questions d'emploi et d'apprentissage linguistique qui font obstacle. S'habituer au climat canadien constitue un défi important pour 15,6 % des nouveaux arrivants. L'absence d'un soutien familial affecte 13,3 % d'entre eux, et un nombre semblable trouve difficile de s'adapter à une nouvelle culture.

Par ailleurs, près de 11 % ont indiqué que la reconnaissance des acquis était le principal problème. Le racisme, l'accès au logement et l'accès à la formation sont parmi les principaux obstacles à une immigration réussie pour moins de 5 % des répondants.

Satisfaction des attentes

Tout compte fait, 72 % des immigrants à l'étude ont déclaré que, s'ils devaient recommencer, ils feraient le même choix. Le rapport révèle qu'au moment où ils ont été interviewés, soit quatre ans après leur arrivée, 15 % des nouveaux immigrants avaient déjà obtenu leur citoyenneté canadienne et une forte proportion, soit 56 %, en avait fait la demande. C'est donc dire que plus de 70 % des nouveaux immigrants avaient déjà amorcé ou terminé le processus. Environ 22 % des nouveaux immigrants ont confirmé leur intention d'obtenir la citoyenneté canadienne.

Conclusion

Les auteurs de l'étude concluent qu'après « quatre années au Canada, les problèmes auxquels font face les nouveaux arrivants (...) ressemblent beaucoup à ceux auxquels se heurtent le reste des Canadiens – préoccupations concernant l'abordabilité des logements, listes d'attente pour les soins de santé, et contraintes financières et temporelles dans le cas de la formation. »

Consultez l'étude dans sa version intégrale à l'adresse suivante : http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/collection_2007/statcan/11-008-X/11-008-XIF20070009627.pdf



Régionalisation

Le Réseau de l'Est : un cheminement important

Dès sa constitution, en mars 2002, le « Comité directeur Citoyenneté et Immigration Canada — Communautés francophones en situation minoritaire » a tenu à développer de profondes racines communautaires.

En Ontario, cela s'est fait par la création du sous-comité directeur et le lancement d'appels d'offres qui ont conduit à la mise sur pied de trois réseaux régionaux. Ces réseaux ont pour mandat de faciliter l'accueil, l'implication et la rétention d'immigrants de langue française dans l'Est, le Centre Sud-Ouest et le Nord de l'Ontario.

Le Réseau de concertation local de l'immigration francophone de l'Est de l'Ontario a été le premier à voir le jour. Celui-ci est parrainé par le Conseil économique et social d'Ottawa-Carleton (CESOC), un organisme qui offrait, depuis une quinzaine d'années, des services à une clientèle d'immigrants.

Le Réseau de l'Est de l'Ontario s'est rapidement mis à l'œuvre. Dès le printemps 2007, il a organisé un impressionnant forum à Ottawa, réunissant des représentants d'une cinquantaine d'organismes. Les communautés

immigrantes y étaient bien représentées, tout comme les francophones de souche d'autres pays. Le but principal du forum : tracer une feuille de route qui permettrait le plus efficacement possible l'atteinte des cinq objectifs du Cadre stratégique. Ces objectifs, qui visent à favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire, sont les suivants :

1. Augmenter le nombre d'immigrants d'expression française de manière à accroître le poids démographique des communautés francophones en situation minoritaire.
2. Améliorer la capacité d'accueil des communautés francophones en situation minoritaire et renforcer les structures d'accueil et d'établissement pour les nouveaux arrivants d'expression française.
3. Assurer l'intégration économique des immigrants d'expression française au sein de la société canadienne et des communautés francophones en situation minoritaire en particulier.
4. Assurer l'intégration sociale et culturelle des immigrants d'expression française au sein de la société canadienne et des communautés francophones en situation minoritaire.
5. Favoriser la régionalisation de l'immigration francophone à l'extérieur de Toronto et Vancouver.

Le Réseau n'offre pas de services d'établissement. Il cherche plutôt à « faire participer l'ensemble des communautés » à un vaste processus de consultation, à recueillir l'information sur le terrain, à identifier des projets valables et à aviser, de manière assidue, le Comité directeur national et le Sous-comité directeur ontarien.

« Le concept du Réseau est très novateur dans la mesure où il permet non seulement une concertation entre les divers acteurs locaux, mais aussi la promotion de partenariats entre ces derniers, indique le coordonnateur Saint Phard Désir. Ces partenariats peuvent s'étendre au niveau régional, permettant ainsi d'adopter une vision globale du dossier de l'immigration dans toute la région de l'Est. »

Dès le départ, des comités locaux, appuyés par le personnel du Réseau, se sont établis à Ottawa, Cornwall et Kingston. Ces comités locaux sont composés de représentants de services d'établissement pour les immigrants, de conseils scolaires et d'établissements d'enseignement postsecondaire, tels que l'Université d'Ottawa et La Cité collégiale, de centres culturels, de cliniques juridiques, d'ACFO régionales et de regroupements de gens d'affaires.





Nouvelles du Réseau du Centre-Sud-Ouest de l'Ontario

Dans le Centre-Sud-Ouest de l'Ontario, une activité n'attend pas l'autre. Après avoir terminé une analyse des besoins des immigrants francophones de la Région du Niagara, le Réseau a organisé non pas un, mais deux forums locaux de concertation, l'un pour la région de London et l'autre pour la région du Niagara. Il a ensuite tenu son premier forum régional le 29 février 2008.

Le thème du forum, « Bilan et perspectives de l'immigration francophone dans le Centre-Sud-Ouest », a attiré de nombreux participants. Plus de 120 personnes sont venues des trois grandes régions desservies par le Réseau pour faire le point ensemble sur des enjeux liés à l'immigration francophone, tels que la santé, l'éducation et l'emploi. Ces échanges ont débouché sur d'intéressantes pistes d'action présentées sous la forme de recommandations.

Selon le coordonnateur du Réseau, Alain Dobi, le forum s'est avéré un franc succès, à tel point qu'on entend en présenter une deuxième édition l'an prochain.

Le Réseau de l'Est : un cheminement important (suite)

Gestes concrets

Le forum du Réseau de mai 2007 a réuni plus de 90 participants. L'événement sans précédent a permis de cerner plus d'une centaine d'activités, de projets et d'actions à entreprendre pour contribuer à l'atteinte, d'ici 2011, des cinq objectifs du Plan stratégique national aux niveaux local et régional.

Il est question, par exemple, de favoriser la mise en place de réseaux d'accueil et d'initiatives de sensibilisation au sein de la société d'accueil. On compte aussi lancer des clubs de parrainage, susciter une vive participation scolaire et organiser diverses initiatives auprès des employeurs et d'autres organismes à l'intention des jeunes, telles que la création de bourses d'études ainsi que des services de mentorat et de stimulation au leadership.

Activités actuelles

À l'heure actuelle, le Réseau se concentre sur la formation en développement communautaire (leadership, communication, gestion de projet, etc.) pour les organismes d'aide aux

immigrants. Il mise tout autant sur la création de partenariats entre les organismes à partir de projets concrets liés, bien entendu, au dossier de l'immigration.

Pour Pierre Dadjo, le directeur général du Conseil économique et social d'Ottawa-Carleton (CESOC), la situation se résume ainsi :

« Tous les organismes, tous les acteurs veulent travailler pour les immigrants. Nous en sommes à cette étape. Il faut maintenant les amener à franchir la prochaine étape, soit celle de travailler avec les immigrants. »

Les efforts du Réseau vont aussi en ce sens, et une activité prévue en mai portera sur la sensibilisation des francophones de souche aux enjeux de l'immigration. Ce sera l'occasion pour les organismes francophones de s'inspirer des organismes anglophones, qui ont souvent une longueur d'avance et une plus vaste expérience de l'immigration.

Vos commentaires

« J'ai lu avec intérêt le premier numéro de Focus que je trouve très bien fait. Le texte, les images, les couleurs sont vivants et je peux dire que je suis fier du produit. Il est très professionnel. Je trouve par contre que les sujets sont à peine effleurés et laissent le lecteur sur son appétit. Je suggérerais que pour les prochaines parutions, il faudrait y aller un peu plus en profondeur dans les sujets traités, sans toutefois en faire un documentaire savant. Dans l'ensemble, le bulletin FOCUS, est un très bon outil pour traiter de tels sujets. »
- W. Romulus Oakville, Ontario

« Ce bulletin est d'une finesse absolue : le contenu est d'actualité et les images saisissantes. Un travail de professionnels simplement. J'encouragerai les gens à s'y intéresser davantage. C'est un vrai boulot de passionnés. Excellent! »
- Justine Gogoua, Canafic Théâtre

« À mon avis, le magazine « Focus » est unique en son genre. Les couleurs choisies sont agréables et ont contribué à me faire lire et relire le document. J'avoue que le contenu est pertinent et important pour chacun de nous immigrants. Mon souhait est de conserver toutes les publications de « Focus » comme une espèce rare. Excellent et impeccable : deux adjectifs qui qualifient ce magazine de grand aloi. Bravo et félicitations à La Passerelle. »
- Alain Keutch, Directeur général
Centre de Développement Économique et Social du grand Toronto



Activités du Réseau du Nord

Les activités du Réseau du Nord ont débuté en novembre 2007. L'échéancier de travail prévoit plusieurs démarches importantes, y compris des rencontres de concertation avec les représentants des différentes régions du Nord, notamment ceux de Sudbury, Muskoka et Parry Sound, North Bay, Nipissing, Timiskaming, Sturgeon Falls, Thunder Bay, les comtés du Nord-Ouest, Geraldton, Longlac, Marathon, Wawa, Timmins, Hearst, Cochrane, Kapuskasing, Sault-Sainte-Marie et Elliot Lake. Ces rencontres d'ordre stratégique serviront à cerner différents moyens d'atteindre les cinq principaux objectifs du plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones.

Deux rencontres de concertation ont déjà été tenues, à Sudbury et à Timmins, en décembre 2007 et en février 2008 respectivement. Les communautés francophones à ces deux endroits ont, ensemble, retroussé leurs manches et :

- ▶ cerné les enjeux dans leur région;
- ▶ identifié des partenariats sectoriels clés;
- ▶ adopté des stratégies réalistes;
- ▶ émis des recommandations en vue d'assurer une immigration francophone réussie respectivement à Sudbury et à Timmins.

Trois autres rencontres de concertation se tiendront prochainement, l'une à Thunder Bay en février 2008, l'autre à North Bay en mars 2008, et la troisième à Sault-Sainte-Marie également en mars 2008. Ces activités seront suivies d'un forum de concertation le 22 mars 2008.

Hélène Kouadio
Coordonnatrice du réseau du Nord



Vos commentaires

D'abord, félicitations à La Passerelle pour avoir entrepris la réalisation de cette publication.

FOCUS présente un excellent compte rendu des différentes initiatives menées jusqu'ici pour favoriser l'accueil d'immigrants dans la province. Il est très bien démontré que ces nouveaux arrivants ont besoin de services d'accueil, en français, de première ligne. La facilitation de l'intégration passe par ce premier contact. Ce n'est pas tout d'avoir des formulaires bilingues à un comptoir de services; encore faut-il que la personne à ce même comptoir parle aussi français. FOCUS souligne ces défis auxquels doivent faire face les immigrants francophones, dont celui de la langue; un défi en soi pour l'établissement d'une famille dans une province telle que l'Ontario.

Enfin, la conception graphique et le design de FOCUS facilitent le repérage visuel et rendent la lecture agréable. Cette publication est non seulement un outil pour les nouveaux immigrants francophones, mais est également une référence et un point d'ancrage dans le développement de l'offre active des services en français de qualité adaptés aux besoins des communautés ethnoculturelles francophones de l'Ontario.

Le Commissariat aux services en français se réjouit donc d'une telle publication pour nos communautés.

- François Boileau
Commissaire aux services en français de l'Ontario

Liens utiles

- Citoyenneté et Immigration Canada : www.cic.gc.ca
- Gouvernement de l'Ontario : www.ontarioimmigration.ca/index.asp
- etablissement.org, (informations et ressources aux immigrants de l'Ontario)
- Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire, novembre 2003 : www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/etablissement/cadre-minoritaire.asp
- Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire, septembre 2006 : www.cic.gc.ca/FRANCAIS/ressources/publications/etablissement/plan-minoritaires.asp
- Réseau de l'Est de l'Ontario : www.cesoc.ca/fr/reseau.htm
- Réseau du Centre-Sud-Ouest : www.centredesantecommunautaire.com/Reseau.htm

Témoignage

Lise Routhier-Boudreau



L'an dernier, j'ai eu le privilège de présider le Sommet des communautés francophones et acadienne. Lors de cet événement historique, les francophones ont réaffirmé leur volonté de vivre en français, se sont donné une vision rassembleuse et dynamique de leur avenir et ont élaboré ensemble une feuille de route pour la prochaine décennie de leur développement.

Le Sommet a également consacré l'existence d'une francophonie plurielle, définie non plus uniquement par les francophones de langue maternelle mais aussi par tous ceux et toutes celles qui choisissent de communiquer et de vivre en français. Cette nouvelle conception de la francophonie se veut plus respectueuse des différences culturelles, religieuses et ethniques, et laisse de la place aux francophones d'origines diverses ainsi qu'à ceux et celles qui ont appris la langue française.

L'enjeu de la diversité est et doit demeurer au centre de nos préoccupations. Que de chemin parcouru en peu de temps!

On oublie souvent, en effet, que le dossier de l'immigration au sein des communautés francophones et acadienne est assez récent. C'est l'initiative Dialogue, réalisée par la FCFA en 2000, qui lui a donné le coup d'envoi en faisant état de l'importance de l'immigration pour l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire et en

mettant en lumière les besoins quant à l'accueil des nouveaux arrivants de langue française.

Deux ans plus tard, le comité directeur Citoyenneté et immigration – communautés francophones en situation minoritaire voyait le jour. Grâce notamment à l'appui du Plan d'action pour les langues officielles, on a assisté à la mise en place graduelle de réseaux et de structures qui travaillent au niveau local, provincial et territorial pour favoriser le recrutement, l'accueil et l'intégration des immigrants au sein des communautés.

Il ne faut donc pas se surprendre de la place de premier plan occupé par l'enjeu de l'immigration et de la diversité culturelle dans les discussions au Sommet, lorsqu'il a été question de stratégies pour renforcer le poids démographique des communautés (chantier « Notre population »). Les résultats stratégiques de ce chantier visent autant l'accueil des nouveaux arrivants que l'intégration et l'inclusion au moyen d'infrastructures d'accueil et d'accompagnement ainsi que le partage d'une identité francophone qui valorise la diversité des origines et des cultures.

Mais l'enjeu de l'immigration va au-delà de la question démographique. Le dossier de l'immigration est en effet très présent dans les autres chantiers qui ont été discutés au Sommet, tant celui de l'accroissement de la capacité des communautés de vivre en français grâce à une gamme diversifiée de services et d'activités, que celui de la capacité des francophones de s'organiser et de se mobiliser et celui de l'accroissement du développement économique des communautés.

En effet, un des enjeux capitaux de l'avenir des communautés francophones et acadienne a trait au capital humain. Les données du recensement de 2006 l'ont montré : la population de notre pays vieillit et plusieurs secteurs d'activités de la société canadienne – dont le réseau organisationnel de la francophonie – devront faire face à des pénuries importantes de main-d'œuvre. La vitalité future des communautés, au moyen

de services de qualité dans des secteurs comme l'éducation, la santé ou la petite enfance, passe par notre capacité de prévoir, dès maintenant, des stratégies pour recruter et conserver une main-d'œuvre qualifiée qui offrira ces services. Dans ce contexte, les aptitudes et les compétences des immigrants de langue française prennent une valeur manifeste, et la reconnaissance des acquis et compétences professionnelles revêt une importance particulière.

C'est dire qu'il y a encore beaucoup à faire. De nouveaux investissements sont essentiels pour consolider les réseaux d'accueil et d'intégration des immigrants sur le terrain et pour accroître notre capacité de promotion et de recrutement sur la scène internationale. Nous souhaitons que la nouvelle stratégie du gouvernement fédéral en matière de langues officielles puisse nous permettre d'atteindre ces objectifs.

Lorsque la FCFA a assumé, il y a quelques années, un rôle de leader dans le dossier de l'immigration, nous savions que le travail de développement qui s'amorçait serait de longue haleine et demeurerait une priorité pour des décennies à venir. Et c'est très bien ainsi. D'une part, on ne peut dissocier la vitalité des communautés francophones et acadienne de l'enjeu de l'immigration. D'autre part, il y a dans cet enjeu un beau projet de société, une francophonie en devenir qui est ouverte et moderne, qui célèbre sa diversité et qui est forte de tous ceux et toutes celles qui, en se joignant à nous, deviennent dépositaires de ce riche héritage qu'est le fait français en terre d'Amérique.

Lise Routhier-Boudreau
présidente

Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada

Pour réagir aux articles et pour offrir vos suggestions ou commentaires, communiquez avec nous par courriel à leonie@passerelle-ide.com.